

L'article 52 du Règlement

Montague aux îles de la Reine Charlotte. Je ne sais donc pas d'où sortent ces mystérieux 1 000 kilomètres. Mais je sais que 750 milles de littoral sont maintenant atteints. Que la distance séparant la Colombie-Britannique de la marée noire, qui commence maintenant à déboucher des baies Prince William et Montague, est de 200 milles jusqu'à la rivière Alsek. Nous pouvons prendre des mesures pour protéger ce cours d'eau. Il faudrait les prendre maintenant au lieu d'attendre que la nappe ait atteint l'embouchure de l'Alsek. On possède la technologie nécessaire pour parer aux imprévus, aux pépins et aux coups de vent qui pourraient faire des victimes. Nous devons nous préparer à l'avance pour pouvoir contenir ce genre de déversement. Il faut protéger la rivière Alsek, la Tatsenshini, la Taku et la Stikine.

Des voix: Bravo!

M. Fulton: Nous avons également une base militaire à Massit, une station d'écoute du ministère de la Défense nationale. Nous devrions stocker du matériel à cet endroit. Nous devrions en avoir aussi à Prince Rupert où il y a une base de la Garde côtière. Nous devrions être prêts, car l'élément qui détermine si un déversement échouera sur les côtes de Colombie-Britannique, c'est le vent, v-e-n-t. Le courant à l'entrée de la baie Montague et de la baie Prince William se dirige vers le nord et longe les Aléoutiennes. Plus au sud, le courant Kuroshio vient du Japon et apporte des débris, bouteilles ou ordures, vers les côtes des îles Reine-Charlotte.

Le vent est un facteur important. Exxon, la Garde côtière et beaucoup d'autres voudraient nous faire croire que ce n'est pas le cas, mais qu'est-il arrivé le quatrième jour du déversement, le 28 mars? Le vent soufflait à 100 noeuds, 100 kilomètres à l'heure, à l'endroit du déversement. Si le vent vient du nord-ouest ou du nord, ce qui est fréquent à cette période de l'année, et se maintient, non pas pendant des semaines, mais quelques jours seulement, une partie de la nappe atteindra les côtes de la Colombie-Britannique. Il sera inutile que le ministre des Transports téléphone à Vancouver en disant: «envoyez un navire». Il y a 500 milles jusqu'aux îles Reine-Charlotte et encore 400 milles pour atteindre Alsek. Nous parlons de distances considérables qui exigent une planification. Nous pouvons espérer que le vent ne poussera pas le produit vers nos côtes.

Beaucoup de mesures s'imposent. D'aucunes sont très graves et d'autres impliquent une planification technique. C'est bien évident, compte tenu de l'importance du trafic des pétroliers—à partir de Valdez, dans le détroit de Juan de Fuca, dans les ports de Vancouver, de Victoria et de Prince Rupert, et encore plus sur la côte est où des centaines et des milliers de cargos et de pétroliers quittent chaque année Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick,

l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec. Il faut charger une commission royale d'enquêter sur la sécurité du trafic des pétroliers et de déterminer si nos règlements ne peuvent pas être améliorés et s'ils permettent l'imposition de sanctions. Nous savons que ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. C'est cela qu'il faut faire. Il faut évaluer l'incidence du présent déversement sur les ressources canadiennes.

Je le répète, c'est maintenant, c'est aujourd'hui que les ressources canadiennes sont menacées. C'est maintenant que le saumon canadien des fleuves transfrontaliers est menacé. Les stocks de hareng dont se nourrit le saumon sont menacés. Il faut évaluer la situation. Il faut constituer une équipe de scientifiques. Il faut évaluer les régions menacées par la nappe de pétrole, soit les fleuves que j'ai énumérés, de même que l'archipel de la Reine-Charlotte et la côte, plus au sud. Il faut préparer le matériel de nettoyage et de confinement dont j'ai parlé et l'expédier vers les fleuves transfrontaliers qui coulent en direction de l'archipel de la Reine-Charlotte et Prince Rupert.

Il faut prendre maintenant les mesures prévues en 1972 pour stopper le trafic de pétroliers à partir de Valdez. Les craintes de 1972 sont aujourd'hui réalité. Des déversements de cette importance continueront de se produire selon les prévisions de la garde côtière américaine, il y a dix-sept ans.

• (2020)

Comment réagissons-nous à cette situation? Nous aurons des décisions difficiles et coûteuses à prendre, mais les peuples et les législateurs intelligents savent prendre de telles décisions. Parmi celles qui s'imposent, on compte le renforcement des règlements et de l'application d'un système qui est de toute évidence hors de contrôle.

J'espère avoir l'occasion de parler, plus tard ce soir, d'une question d'une portée encore plus grande, celle de l'utilisation des combustibles fossiles en Amérique du Nord. Notre continent n'abrite que 5 p. 100 de la population mondiale, mais nous consommons 25 p. 100 des combustibles fossiles utilisés sur la Terre. Les États-Unis et l'URSS produisent à eux seuls 50 p. 100 des gaz qui causent l'effet de serre sur notre planète.

Si nous voulons maintenir l'atmosphère et l'environnement qui remontent à une lointaine époque géologique, nous devons réduire l'effet de serre de 50 p. 100. Le déversement de Valdez nous signale peut-être qu'il est temps de mettre fin à ces types d'exploitation et de nous doter de programmes d'utilisation efficace et de conservation de l'énergie pour garder notre planète habitable et accueillante.

Des voix: Bravo!